



ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO

Plan d'actions 2022 > 2030 Stratégie Régionale Climat de la CEDEAO

JUIN 2022



Plan d'actions 2022 > 2030

Stratégie Régionale Climat de la CEDEAO

1.
Volet adaptation
2.
Volet atténuation
3.
**Volet moyens transversaux
de mise en œuvre**



Volet adaptation

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES		
AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE ET AQUACULTURE						
R1.A. Le cadre stratégique et politique de l'action régionale agricole devient résilient face aux changements climatiques, en tenant compte de la vulnérabilité différenciée due au genre	<p>I. Poursuivre les efforts d'intégration des impacts induits par les changements climatiques dans le cadre politique et stratégique régionale sur l'agriculture, en tenant compte des vulnérabilités sexo-spécifiques, en particulier à l'occasion du renouvellement de l'ECOWAP en 2025 ainsi que dans les mécanismes opérationnels de mise en œuvre.</p> <p>II. Intégrer la dimension des changements climatiques dans les modes de gestion des ressources en eau dans le secteur de l'agriculture dans le cadre des programmes et stratégies d'irrigation.</p> <p>III. Renforcer les capacités régionales en matière de recherche, modélisation et cartographie des risques de maladies en lien avec les changements climatiques pour une meilleure prévention et gestion des impacts à l'échelle régionale, notamment l'action du Centre Régional de Santé Animale (CRSA) dans une approche « One Health » notamment à travers la Surveillance épidémiologique (RESEPI) et le Réseau de laboratoires vétérinaires (RESOLAB).</p> <p>IV. Renforcer les capacités de résilience climatique dans le secteur agricole dans les EM, en tenant compte des vulnérabilités différenciées en fonction du genre à travers le partage des bonnes pratiques et expériences et le dialogue politique sur la déclinaison nationale des objectifs « climat » en matière d'agriculture.</p> <p>V. Renforcer la coopération sud-sud en vue de favoriser le partage et la mise à l'échelle des technologies climatiques y compris les solutions endogènes.</p>	80,000	<p>Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO</p> <p>ARAA</p> <p>WASCAL</p> <p>Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)</p> <p>CILSS/Centre Régional Agrhymet</p> <p>Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)</p>	<p>Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO</p> <p>ARAA</p> <p>WASCAL</p> <p>Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)</p> <p>CILSS/Centre Régional Agrhymet</p> <p>Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)</p>		
R2.A. La promotion de l'agriculture intelligente face au climat, incluant les pratiques agro-écologiques, est soutenue	<p>I. Opérationnaliser les mécanismes de pilotage, suivi et mise en œuvre de l'Alliance ouest-africaine pour l'AIC (WAACSA).</p> <p>II. Capitaliser sur les nombreux projets de démonstration d'agro écologie et plus largement d'AIC pour documenter l'impact réel des pratiques, notamment endogènes, et innovations en matière d'adaptation et de genre pour instruire les décisions et optimiser les résultats de mise à l'échelle.</p>	100,000			<p>Plateformes régionales OSC et secteur privé</p>	<p>Plateformes régionales OSC et secteur privé</p>
		300,000				

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES			
	<p>III. Encourager la mise en œuvre de programmes de formations sur les pratiques et innovations documentées.</p> <p>IV. Accroître la mobilisation des ressources pour l'AIC avec des objectifs ambitieux à toutes les échelles, à travers WAICSA et le FRAA.</p> <p>V. Soutenir le développement de programmes assurantiels face aux impacts des changements climatiques à destination des agriculteurs et éleveurs pour compenser les pertes de productions.</p>	250,000	<p>Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO</p>	<p>Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO</p> <p>ARAA</p> <p>WASCAL</p> <p>Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)</p> <p>CILSS/Centre Régional Agrhymet</p> <p>Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)</p> <p>Plateformes régionales OSC et secteur privé</p>			
R3.A. La résilience du pastoralisme face aux changements climatiques est renforcée et les conflits atténués	<p>I. Intégrer les actions de résilience face aux changements climatiques en tenant compte des vulnérabilités différenciées liées au genre dans le nouveau plan d'actions pour le développement et la transformation de l'élevage dans l'espace CEDEAO succédant au plan 2011-2020.</p> <p>II. Renforcer le dialogue régional sur le pastoralisme entre institutions régionales, EM, Etats voisins et organisations de producteurs pastoraux pour faire évoluer le cadre stratégique et politique régional en cohérence avec les impacts liés aux changements climatiques en prévention des conflits sur l'accès aux ressources.</p> <p>III. Définir un schéma régional d'aménagement pastoral centré sur les zones transfrontalières prenant en compte les impacts des changements climatiques dans le dimensionnement des infrastructures (dont les couloirs) pour une transhumance adaptée.</p> <p>IV. Soutenir l'émergence et l'adoption de produits assurantiels adaptés aux éleveurs pastoraux en lien avec les changements climatiques.</p> <p>V. Promouvoir des filières connexes au pastoralisme, comme la filière lait en lien avec l'Offensive régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait local en Afrique de l'Ouest (2020), afin de favoriser la diversification économique des ménages et promouvoir l'employabilité des femmes et des jeunes (en lien avec la Stratégie d'appui à l'employabilité des jeunes dans le secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique dans l'espace CE-DEAO (2019)) et notamment en lien avec le développement de mécanismes d'accès aux services énergétiques (co-bénéfice atténuation).</p>	60,000			<p>Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO</p>		
		75,000				<p>Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)</p> <p>CILSS/Centre Régional Agrhymet</p> <p>Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)</p>	
		100,000					<p>Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)</p>
		200,000					
		250,000					



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R4.A. Les crises alimentaires liées aux changements climatiques sont mieux prévues et gérées et le système régional de stockage alimentaire est renforcé dans sa globalité	I. Intégrer les enjeux liés aux changements climatiques dans la politique de stockage de la sécurité alimentaire, ainsi que dans la 2nde phase d'opérationnalisation de la RRSA, en particulier pour faire évoluer les objectifs et le dimensionnement, les modes opératoires (stocks de proximité, mécanismes assuran-tiels, etc.) et les mécanismes de déclenchement, en tenant compte des enjeux de genre.	75,000	Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO ARAA WASCAL
	II. Renforcer le soutien à la 2nde phase d'opérationnalisation de la RRSA, rendue davantage sensible aux impacts des changements climatiques, y compris par rapport à son provisionnement, ses objectifs de stockage et de modes opératoires.	100,000		
	III. Développer en concertation avec le Centre Régional de services climatiques Aghrymet le système d'information régional permettant l'intégration des données sur la prévention, l'alerte précoce et la réponse aux crises climatiques dans les opérations du Centre d'observation et de suivi d'ECOWARN et du Cadre Harmonisé de la RRSA.	500,000		
	IV. Renforcer le plaidoyer interne et externe pour l'endogénéisation et l'unicité, au niveau régional, de l'instrument de réponse aux crises alimentaires en lien avec les changements climatiques compte tenu du mandat de solidarité et de maintien de la stabilité régionale de la CEDEAO.	80,000		
R5.A. La promotion de systèmes de pêche et d'aquaculture résilients et moins vulnérables face aux changements climatiques est soutenue (cf. RE6.1 du CSDD PAD[1])	I. Mener des recherches pour approfondir la compréhension de la vulnérabilité des communautés dépendantes des ressources halieutiques et des écosystèmes partagés et déterminer l'impact potentiel des changements climatiques et la capacité nécessaire des communautés dépendantes du poisson pour s'adapter à ces impacts.	600,000	Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO	Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) CILSS/Centre Régional Agrhymet Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Développer des méthodes de gestion et de gouvernance innovantes afin d'améliorer la résilience des communautés et des écosystèmes dépendants des ressources halieutiques.	200,000		
	III. Améliorer les pratiques de pêche et d'aquaculture qui adhèrent au Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO.	300,000		
	IV. Améliorer l'adoption de pratiques aquacoles qui améliorent la résilience des systèmes d'élevage (ex : aquaculture, agriculture/élevage intégrée, sélection de souches d'espèces résilientes, remplacement de la farine de poisson par des protéines végétales, etc.).	1,500,000		
	V. Améliorer le financement de la recherche et de l'adaptation aux changements climatiques, en particulier par le secteur privé, afin de préserver la production actuelle et future.	150,000		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
ÉNERGIE				
R1.E. Le cadre régional stratégique et politique en matière d'énergie est adapté aux impacts induits par les changements climatiques	I. Intégrer les impacts des changements climatiques sur les ressources en eau dans le secteur de l'énergie notamment dans la planification et la gestion de l'hydroélectricité	75,000	Direction de l'Énergie de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO Direction du secteur privé de la Commission de la CEDEAO
	II. Développer des directives en lien avec le plan directeur de développement des moyens régionaux de production et transport d'énergie électrique de la CEDEAO mis en œuvre par le WAPP afin d'intégrer les mesures de prise en compte des changements climatiques dans la construction du marché régional de l'énergie	100,000		
	III. Promouvoir le développement des normes de dimensionnement des ouvrages hydrauliques en lien avec les projections climatiques pour une résilience à long-terme du potentiel de production (à travers le renforcement de la collaboration entre les parties prenantes régionales telles que la Commission, ECREEE, le WAPP ainsi que les autorités de bassins)	150,000		
R2.E. Les impacts des changements climatiques sur la fourniture d'électricité sont réduits	I. Promouvoir l'accélération de l'intégration du système régional de fourniture électrique entre les pays pour une meilleure gestion des pertes de production liées aux changements climatiques sur les ressources en eau.	1,000,000	Direction de l'Énergie de la Commission de la CEDEAO	ECREEE États Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Encourager la diversification des sources de production re-nouvelables injectées dans les réseaux nationaux et le réseau régional intégré, ainsi que les technologies de stockage, pour favoriser la continuité de la fourniture en cas d'impacts majeurs liés aux changements climatiques	2,500,000		
	III. Promouvoir le développement des mini réseaux autonomes et des applications solaires individuelles pour accroître la sécurité de la fourniture d'électricité	1,500,000		
MILIEUX, ÉCOSYSTÈMES NATURELS ET BIODIVERSITÉ				
R1.F. La résilience des écosystèmes naturels, notamment forestiers, face aux impacts des changements climatiques est renforcée, et la biodiversité qu'ils abritent est protégée	I. Encourager la formulation et la mise en œuvre d'actions de mise en défend des forêts et de prévention et de limitation des feux de brousse.	200,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	
	II. Favoriser l'introduction ou la réintroduction d'essences et espèces résistantes aux nouvelles conditions climatiques dans les programmes de reboisement et de préservation de la bio-diversité.	500,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
	III. Déployer des actions de conservation de la biodiversité en lien avec le Cadre Global sur la Biodiversité (CBD) post-2020 (Obj. 8) et développer un cadre réglementaire en lien avec ces actions de conservation	1,000,000		
	IV. Élaborer un plan de connectivité des aires protégées trans-frontalières pour faciliter la migration climatique des espèces et ainsi leur résilience.	150,000		
	V. Soutenir la conservation des mangroves en faveur des services écosystémiques.	250,000		
	VI. Promouvoir le développement de filières de produits fores-tiers non ligneux	300,000		
R2.F. L'observatoire régional des ressources naturelles du Massif du Fouta-Djalon pour l'Afrique de l'Ouest est renforcé et permet un suivi rigoureux et coordonné des principales ressources naturelles régionales tenant compte de l'impact des changements climatiques.	I. Etudier l'adaptation des écosystèmes forestiers et les résultats en matière de résilience des systèmes biophysiques et des co-bénéfices socio-économiques avec un prisme sur les femmes et les jeunes.	600,000		Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO
	II. Documenter la valeur des services écosystémiques ouest-africains comme plaidoyer de leur conservation et de leur va-leur d'adaptation face aux changements climatiques.	300,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	ARAA CILSS/Centre Régional Agrhymet WASCAL
	III. Fournir les données scientifiques facilitant la formulation des plans nationaux de conservation de la biodiversité tenant de l'impact des changements climatiques des Etats membres dans le cadre du CBD post-2020.	250,000		Organismes de bassin (ABV, ABN, OMVG, OMVS) Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	IV. Assurer des synergies et une collaboration efficiente avec l'Observatoire des ressources en eau (ORE) à travers un proto-cole d'entente spécifique permettant le partage des données sur les ressources en eau et les changements climatiques	250,000		
R3. F. Le développement de l'écotourisme est favorisé au niveau régional et un accompagnement spécifique est apporté aux Etats membres pour le développement de leur stratégie écotouristique intégrant les changements climatiques.	I. Intégrer les changements climatiques dans la politique régionale du tourisme au niveau de la CEDEAO	100,000		
	II. Accompagner les EM à développer des stratégies dédiées à l'écotourisme tenant compte des changements climatiques	1,500,000		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
RESSOURCES EN EAU				
R1.RE. Un renforcement des connaissances sur les ressources en eau et les impacts des changements climatiques est assuré à travers l'observatoire régional de l'eau	I. Promouvoir la recherche sur les impacts des changements climatiques (modélisation des impacts sur le secteur de l'eau ; eaux souterraines et de surface).	1,000,000		
	II. Renforcer la connaissance de base sur les eaux souterraines et de surface : disponibilité, quantité et qualité par rapport aux besoins futurs de la région (évolution sociodémographique et impacts actuels et futurs des changements climatiques).	1,000,000		Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO
	III. Capitaliser les acquis opérationnels et institutionnels de l'Observatoire régional de l'eau (ORE) afin de permettre une mise à disposition de l'information au niveau régional pour les EM et l'ensemble des acteurs intervenant sur le secteur	500,000		
R2.RE. L'opérationnalisation de la gestion intégrée de la ressource en eau intégrant les impacts des changements climatiques au niveau régional est renforcée et les Etats-membres sont accompagnés dans leur processus GIRE	I. Améliorer le cadre de gestion des ressources en eau transfrontalière grâce à la promotion de la coopération en vue de réduire les tensions entre les Etats.	250,000		Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO
	II. Mettre à jour la PREAO de la CEDEAO en intégrant les impacts et risques climatiques et finaliser le plan stratégique	75,000		ARAA
	III. Appuyer les organismes régionaux et les pays dans l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans leur politique de gestion de l'eau et les appuyer à développer et renforcer leurs stratégies de GIRE en intégrant de manière effective les changements climatiques	1,750,000	CGRE	CILSS/Centre Régional Agrhymet WASCAL
	IV. Renforcement des capacités de planification des acteurs sur l'adaptation aux changements climatiques et renforcement des capacités des organismes de bassins (OMVS, OMVG, ABN, ABV, ABM, MRU) et des systèmes d'informations existants (PREE, PARIIS, Alerte précoce) en lien avec le plan de renforcement de capacité du CGRE	500,000		Organismes de bassin (ABV, ABN, OMVG, OMVS)
	V. Assurer la promotion du Nexus eau-environnement-agriculture	50,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
R3.RE. Les synergies avec le secteur de GRC, notamment sur le suivi du risque d'inondation, sont maximisées, en tenant compte de l'impact actuel et futur des changements climatiques.	I. Développer un protocole d'entente entre le CGRE et la Direction des affaires humanitaires et sociales	30,000		Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Assurer le partage d'information et la collaboration entre les départements de la CEDEAO concernés	50,000		
	III. Développer un SAP au niveau régional pour le risque inondation	1,500,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R4.RE. Le dialogue institutionnel au niveau régional entre les différents organismes de bassin et institutions régionales est renforcé	I. Initier et coordonner la mise en place d'une coalition régionale du processus GIRE en collaboration avec les différents organismes de bassin (OMVS, OMVG, ABN, ABMRU), les institutions régionales (Agrhymet, WASCAL) et les Etats Membres pour favoriser le dialogue et le partage d'information.	500,000	CGRE	
TRANSPORT ET MOBILITÉ				
R1.T. Le cadre stratégique et politique de l'action régionale en matière d'infrastructures de transport devient progressivement résilient face aux changements climatiques	I. Réaliser une étude de vulnérabilité climatique globale sur le secteur transport et mobilité	1,000,000	Direction des Transports de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO Direction de l'Énergie de la Commission de la CEDEAO ECREEE États Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Intégrer les enjeux d'adaptation dans le plan directeur de la CEDEAO pour le développement d'infrastructures régionales 2020-2045 ainsi que les études de faisabilité en cours.	75,000		
	III. Réaliser l'évaluation environnementale stratégique du plan directeur pour le développement des infrastructures régionales.	100,000		
	IV. Développer et rendre systématique l'utilisation d'outils d'évaluation de l'impact environnemental en prenant en compte les changements climatiques dans les études et la réalisation des projets d'infrastructures pour la Commission.	75,000		
	V. Développer des normes et garanties liées au climat, propres à la Commission pour la mise en œuvre des projets régionaux dont elle a la responsabilité.	100,000		
R2.T. Des mesures de résilience face aux changements climatiques dans le secteur des infrastructures de transports au sein des EM sont promues en vue de leur application	I. Créer et animer une plateforme de dialogue multi-parties sur la résilience des infrastructures en Afrique de l'Ouest pour partager les bonnes pratiques en vue d'une harmonisation régionale.	1,000,000		
	II. Développer des directives sur les normes et garanties liées au climat dans le développement des infrastructures de transports pour les EM.	250,000		
	III. Accompagner les Etats membres dans la transposition des directives au niveau national.	1,500,000		
	IV. Encourager la BIDC à adopter des contraintes climato-compatibles dans les prérequis des projets d'infrastructures sujets à financement	150,000		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
	V. Partager les bonnes pratiques ouest-africaines en matière de résilience des infrastructures issues du cadre régional réglementaire dans des coalitions de partenaires techniques et financiers actifs dans la région pour un alignement des mesures.	500,000	Direction des Transports de la Commission de la CEDEAO	
	VI. Susciter des audits environnementaux des projets d'infrastructures de transport intégrant les risques climatiques	250,000		
ZONES CÔTIÈRES				
R1.ZC. Les connaissances sur l'évaluation de l'impact de l'élévation du niveau marin sur le littoral ouest-africain et sur les événements extrêmes et leurs conséquences à l'horizon 2050 sont améliorées (en collaboration avec l'ORLOA)	I. Assurer la réalisation des études nécessaires à l'amélioration des connaissances sur l'impact de l'élévation du niveau marin (ENM) et sur les événements extrêmes en Afrique de l'Ouest.	5,000,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	UEMOA ORLOA CILSS/Centre Régional Agrhymet WASCAL WACA / Banque Mondiale Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Soutenir la mise en œuvre et l'opérationnalisation de l'ORLOA pour permettre la mise à disposition des nouvelles informations issues des études sur les ENM et les événements extrêmes	1,500,000		
R2. ZC. Un cadre de gouvernance régionale basé sur la GIZC pour une zone côtière résiliente aux changements climatiques est élaboré	I. Élaborer d'une stratégie régionale de GIZC intégrant la dimension climatique au niveau de la CEDEAO accompagné d'un plan d'action adaptation pour le littoral ouest africain	300,000		
	II. Appuyer les EM pour la réalisation de stratégies nationales de GIZC intégrant la dimension climatique	2,000,000		
	III. Favoriser le dialogue et la collaboration entre les différentes institutions de la région (UEMOA, CILSS, WASCAL, ORLOA)	200,000		
SERVICES CLIMATOLOGIQUES, GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE, SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET MOBILITÉ HUMAINE				
R1. SC/GRC La mise en œuvre de l'initiative Hydromet qui est le cadre stratégique des services climatique au niveau de la CEDEAO est facilité	I. Soutenir sur le plan financier et institutionnel la mise en œuvre de l'Initiative Hydromet	5,000,000		
	II. Favoriser le renforcement de capacité des acteurs, nécessaire à la mise en œuvre effective de l'Initiative Hydromet	1,000,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R2. SC/GRC Un cadre de collaboration entre les institutions régionales compétentes en matière de services climatiques et de GRC, et les départements sectoriels pertinents de la CEDEAO, est institutionnalisé	I. Initier la mise en place d'un système de collaboration entre les différentes institutions régionales pour favoriser le partage d'information.	250,000		Direction des affaires humanitaires et sociales de la Commission de la CEDEAO
R3. SC/GRC La modernisation des infrastructures des SMHN via des investissements dans les équipements nécessaires à la mise en place d'un réseau d'observation robuste pour la région (élaboration d'un plan d'investissement) sont coordonnées et assurés tels que formulés par l'Initiative Hydromet	I. Élaborer un plan d'investissement pour l'amélioration des équipements nécessaires à la mise en place d'un réseau d'observation robuste	100,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	WASCAL BIDC
	II. Assurer l'approvisionnement de ce plan de financement (ressources internes et externes)	75,000	CILSS / Centre Régional Agrhymet	Banque Mondiale / Hydromet programme Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents, y compris les agences météo)
R4. SC/GRC La pérennité de la bibliothèque numérique des bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole (en cours d'élaboration dans le cadre du GC-CA+AO) est assurée	I. Assurer le financement à moyen et long terme de la bibliothèque numérique des bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole	3,000,000		Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Permettre une coordination efficiente de la bibliothèque numérique des bonnes pratiques d'adaptation et d'atténuation dans le secteur agricole	2,000,000		
R5. SC/GRC Le prochain plan d'action de la stratégie de GRC de la CEDEAO intègre l'adaptation de manière renforcée et favorise les synergies entre adaptation et GRC articulées autour des 4 priorités du cadre de Sendai	I. Favoriser les synergies entre adaptation et GRC lors de la prochaine révision du plan d'action de la stratégie de gestion des risques et de catastrophes de la CEDEAO selon les recommandations de l'UNDRR	150,000	Direction des affaires humanitaires et sociales de la Commission de la CEDEAO	
	II. Renforcer les capacités des acteurs de Direction des affaires humanitaires et sociales sur la dimension changements climatiques (y compris Pertes et Préjudices) et son articulation avec la GRC	250,000		
	III. Renforcer les synergies d'action entre les acteurs de la GRC, les changements climatiques et les ODD en considérant l'institutionnalisation de la gestion durable à base communautaire des risques de catastrophes et le partage des bonnes pratiques en vue de contribuer au cadre de Sendai	150,000	Direction de la libre circulation de la Commission de la CEDEAO	

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R6. SC/GRC La coordination entre les institutions régionales est assurée pour favoriser la mise en place de SAPs opérationnels au niveau de chaque EM	I. Initier la mise en place d'un système de coordination entre les différentes institutions régionales pour favoriser la mise en place de SAPs dans les EM	250,000		
	II. Appuyer le développement de SAPs au sein des EM	1,500,000		Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO
R7. SC/GRC La coopération régionale en matière de mobilités humaines liées aux changements climatiques est renforcée en s'appuyant sur les structures de dialogue existantes (MIDWA notamment) et un cadre juridique est défini.	I. Réaliser des analyses spatio-temporelles afin de mesurer l'émergence de foyers de mobilités humaines liées aux changements climatiques	300,000		CGRE
	II. Renforcer les partenariats pour le développement, l'humanitaire et la paix afin de tirer parti des avantages comparatifs pour répondre aux besoins des migrants et des communautés d'accueil	200,000	Direction des affaires humanitaires et sociales de la Commission de la CEDEAO	CILSS / Centre Régional Agrhymet
	III. Promouvoir la mise à l'échelle ou la réplique de bonnes pratiques en matière de gestion des migrations liées aux changements climatiques entre Etats membres	300,000		ORLOA
	IV. Assurer l'opérationnalisation de la MIDWA	500,000	Direction de la libre circulation de la Commission de la CEDEAO	WASCAL Organismes de bassins versants
R8. SC/GRC La mise en œuvre du pilier 7 de la politique migratoire de la CEDEAO est soutenue	I. Favoriser la coordination au sein de la CEDEAO entre la DERN, la Direction des affaires humanitaires et sociales et la Direction de la Libre Circulation	250,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
	II. Elaborer une feuille de route conjointe pour assurer la mise en œuvre de la politique migratoire de la CEDEAO (pilier 7) en cohérence avec la SRC	100,000		Plateformes régionales OSC et secteur privé
R9. SC/GRC L'intégration de la mobilité humaine dans les PNA, CND et les communications nationales des EM est assurée	I. Appuyer les EM à intégrer la mobilité humaine dans leur document de politique climatique (CDN, PNA, Communication nationale)	1,500,000		
	II. Renforcer les capacités des acteurs au sein des EM sur l'impact des changements climatiques sur la mobilité humaine.	500,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
SANTÉ				
R1.S. Un cadre stratégique et politique de l'action régionale en matière de santé résilient aux changements climatiques est développé, en utilisant l'approche One Health notamment	I. Intégrer l'adaptation dans les documents de politique stratégique du secteur de la santé	100,000	Centre régional pour la surveillance et le contrôle des maladies (OOAS) de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO Direction des affaires humanitaires et sociales de la Commission de la CEDEAO Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales OSC et secteur privé
	II. Mettre en place d'une Task Force Climat au sein de l'OOAS	150,000		
	III. Développer une démarche de renforcement de capacité des agents de l'OOAS sur les changements climatiques et ses impacts	200,000		
R2.S. Les connaissances sur l'impact des changements climatiques sur le secteur santé en Afrique de l'Ouest et les moyens d'en atténuer les effets sont améliorées en cohérence avec les besoins du cadre stratégique et politique du secteur	I. Promouvoir la recherche sur les impacts des changements climatiques sur le secteur de la santé (comprenant la recherche sur l'évolution de la qualité nutritionnelle des aliments)	2,000,000		
	II. Favoriser la réalisation d'études de vulnérabilité climatique du secteur santé dans la région	1,500,000		
	III. Assurer la mise à disposition de l'information (portant sur les impacts des changements climatiques sur le secteur santé) au niveau régional pour les EM et l'ensemble des acteurs intervenant sur le secteur	500,000		
R3.S. Des mesures de résilience face aux changements climatiques dans le secteur de la santé sensible au genre au sein des EM, notamment en termes de capacités des infrastructures de santé, sont promues en vue de leur application.	I. Appuyer les EM à l'intégration du secteur santé dans leur CDN	1,500,000		
	II. Appuyer les EM à intégrer l'adaptation dans les politiques nationales de santé	1,500,000		

Total 63,185,000 USD

Volet atténuation

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
AGRICULTURE				
R6.A. Au niveau des institutions régionales, les projets agri-sylvo-pastoraux favorisant de façon explicite la réduction relative des émissions de GES sont priorités	I. Prioriser, au nom de la Commission, des projets agricoles qui contribuent à la réduction des émissions de GES par des pratiques agricoles adéquates ou des pratiques de séquestration du carbone.	50,000	Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO ARAA WASCAL CILSS/Agrhymet Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Faitières régionales des organisations de la société civile (y compris les organisations paysannes) et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Renforcer le dialogue politique sur l'impact de l'agriculture sur les émissions de GES dans la région en vue d'une mise en cohérence entre les politiques régionales et les CDN et pour inciter à une ambition accrue des EM lors des prochains cycles de révision des CDN.	50,000		
	III. En lien avec les objectifs du secteur de l'énergie, encourager l'établissement de standards d'efficacité énergétique dans les équipements de transformation agricole, en favorisant le recours aux énergies renouvelables pour l'industrie agro-alimentaire, et en encourageant les circuits courts limitant le transport des produits.	900,000		
	IV. Opérationnaliser le programme régional de restauration des terres dégradées.	1,350,000		
R7.A. Le dialogue scientifique et technique sur l'impact de l'agriculture sur les émissions de GES dans la région est renforcé et encouragé	I. Renforcer et diffuser les connaissances communes sur les pratiques agricoles qui réduisent les émissions de GES.	65,000		
	II. Encourager la mise en œuvre de programmes de formations sur les pratiques et innovations documentées.	1,125,000		
	III. Assurer le financement de programmes de recherche pour une meilleure compréhension des impacts carbone et de l'adaptation des pratiques agricoles (CSA/4p1000) par zone agro-écologique, notamment à travers la documentation des impacts du programme régional de restauration des terres dégradées.	1,500,000		
	IV. Appuyer des programmes de recherche pour déterminer de façon consensuelle les impacts d'atténuation des émissions de GES des différents modes d'élevage dans les différentes zones agro-écologiques ouest-africaine	1,500,000		
	V. Appuyer le développement de normes d'estimation des émissions de GES de l'élevage adaptées au contexte ouest-africain	150,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
FORÊTS ET AUTRES AFFECTATIONS DES TERRES				
R4.F. La gestion durable des forêts, des ressources forestières est améliorée et le couvert forestier ainsi que les pâturages sont augmentés	I. Améliorer les plans de gestion et d'aménagement des forêts, de manière à permettre aux pays de mieux connaître le niveau réel de productivité de leurs peuplements forestiers sur la base de données complètes et précises.	750,000	Direction de l'environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Agriculture et du Développement Rural (DADR) de la Commission de la CEDEAO ARAA CILSS/Agrhyment WASCAL Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Faitières régionales des organisations de la société civile (y compris les organisations paysannes) et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Soutenir l'établissement de plans de boisement/ reboisement et de restauration à différentes échelles, y compris au niveau communautaire, qui intègre la dimension carbone et la comptabilisation des résultats d'atténuation, ainsi que dimension transfrontalière.	750,000		
	III. Soutenir les Etats membres dans la conduite des inventaires forestiers nationaux	1,500,000		
R5.F. Les politiques forestières et agricoles au niveau régional et national sont mieux articulées	I. Soutenir une approche SMART pour l'agriculture et le développement de bonnes pratiques en matière d'agroforesterie.	500,000	Direction de l'environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	Faitières régionales des organisations de la société civile (y compris les organisations paysannes) et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Optimiser les moyens d'existence des communautés tributaires de la forêt, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes, et le renforcement de la résilience climatique.	300,000		
	III. Protéger les écosystèmes transfrontaliers à valeur patrimoniale régionale.	500,000		
R6.F. Les investissements en faveur d'une gestion durable des écosystèmes forestiers dans les pays de la CEDEAO sont soutenus	I. Encourager une augmentation des investissements en faveur du secteur forestier dans les allocations au titre des budgets nationaux, en inscrivant explicitement un objectif chiffré approprié à chaque pays dans le nouveau Plan de convergence qui serait fixé sur la base d'une analyse préalable de leurs capacités et besoins pour la gestion des ressources forestières	300,000	Direction de l'environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	Faitières régionales des organisations de la société civile (y compris les organisations paysannes) et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Recommander qu'au moins 50% des ressources allouées à l'opérationnalisation du Plan de convergence soit destinée aux activités sur le terrain, en particulier sur les écosystèmes forestiers transfrontaliers (« prime au patrimoine régional »)	300,000		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R7.F. La lutte contre la dégradation des terres dans les pays de la CE-DEAO est encouragée et soutenue	I. Encourager et soutenir les EM dans la mise en œuvre de plans et programmes de lutte contre la dégradation des terres.	750,000	Direction de l'environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	
	II. Définir un cadre normatif pour la lutte contre la dégradation des terres au niveau de la région.	80,000		
	III. Encourager le développement d'un mécanisme à l'échelle régionale de financement innovant pour la gestion durable des terres	100,000		
ÉNERGIE				
R3.E. Une dynamique de promotion de normes d'efficacité énergétique tenant compte des conditions et évolutions climatiques en Afrique de l'Ouest dans les bâtiments et l'industrie est soutenue	I. Appuyer le développement des instruments d'information, de sensibilisation et réglementation auprès des acteurs publics et privés (y compris la société civile)	750,000	Direction de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO Direction du secteur Privé de la Commission de la CEDEAO ECREEE Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Faitières régionales des organisations de la société civile et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Promouvoir l'adoption de mesures d'incitations financières pour la vulgarisation des standards d'efficacité énergétique et de confort thermique dans les bâtiments et l'industrie	750,000		
	III. Promouvoir la coopération régionale et internationale en vue du déploiement de démarches et technologies innovantes d'efficacité énergétique et de confort thermique dans les bâtiments et l'industrie.	100,000		
R4.E. L'ambition des CDN et les politiques régionales sur l'énergie sont mises en cohérence	I. Définir une nouvelle politique régionale de l'Energie pour mieux répondre aux évolutions du secteur de l'énergie et aux défis nationaux de développement durable	250,000	Direction de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO Direction du secteur Privé de la Commission de la CEDEAO ECREEE Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Faitières régionales des organisations de la société civile et les plateformes régionales du secteur privé
	II. Accélérer la mise en œuvre des objectifs de la PERC, de la PEEC et de la Politique d'intégration du genre dans l'accès à l'énergie de la CEDEAO à travers un renforcement des moyens dédiés à l'accompagnement technique des EM.	450,000		
	III. Engager une révision des objectifs de la PERC et de la PEEC à l'aune des cycles de révision des CDN.	100,000		
	IV. Evaluer l'impact carbone des infrastructures énergétiques du plan directeur sur leur durée de vie en vue de prioriser les infrastructures énergétiques bas carbone du plan directeur.	200,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
R5.E L'utilisation des combustibles alternatifs et plus propres est accrue	I. Promouvoir des technologies à faible empreinte carbone pour la production de carburant et combustibles plus propres (bioéthanol, biodiesel, carburants moins soufrés, hydrogène vert, etc.)	500,000		Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO
	II. Encourager l'introduction du GPL-C et du GNV et favoriser leur utilisation à grande échelle	500,000		
	III. Promouvoir l'utilisation du GPL pour une cuisson domestique plus moderne et propre	500,000		
	IV. Soutenir la production d'électricité propre par la valorisation des ressources en gaz naturel, l'intégration des énergies renouvelables et une meilleure substitution des combustibles fossiles	500,000		
R6.E. Les Etats membres sont appuyés par les institutions régionales dans la mise en œuvre de leurs objectifs d'atténuation dans le secteur de l'énergie	I. Renforcer la capacité des Etats membres pour le suivi des objectifs en matière d'efficacité énergétique, et harmoniser les méthodes de suivi et évaluation, y compris pour la mise en œuvre de méthodes de collecte de données et d'évaluation orientées vers les résultats qui favorisent la ventilation par genre, âge et origine socio-économique.	2,250,000	Direction de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO
	II. Mobiliser des financements climat additionnels pour la mise en œuvre des objectifs nationaux.	1,000,000		
	III. Appuyer techniquement les Etats membres dans la recherche d'alternatives économiquement viables aux infrastructures énergétiques les plus émissives.	750,000		
	IV. Prioriser les investissements d'interconnexion du système électrique régional du plan directeur	100,000		
R7.E. La coopération et le dialogue technique et politique entre les Etats membres en matière d'énergie est encouragée et appuyée pour accélérer l'atteinte des engagements	I. Encourager la création de pôles d'excellence, de recherche et de développement en matière de technologies de production d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique, y compris fondées sur des solutions technologiques endogènes	1,500,000		Direction du secteur Privé de la Commission de la CEDEAO
	II. Favoriser les transferts d'expertise et de technologies en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable entre les Etats membres.	1,000,000		

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
TRANSPORT ET MOBILITÉ				
R3.T. Un cadre de développement régional des infrastructures de transports bas carbone est établi	I. Evaluer l'impact carbone des infrastructures de transports du plan directeur sur leur durée de vie.	500,000	Direction de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO
	II. Adopter une feuille de route pour des infrastructures et des services de transports bas carbone en Afrique de l'Ouest (ex : introduire un volet « estimation des émissions de GES et atténuation » dans les études de faisabilité).	500,000		
	III. Définir le cadre réglementaire pour faciliter l'importation de véhicules hybrides électriques.	100,000		
R4.T. Les transports carbonés sont progressivement remplacés par des moyens plus sobres	I. Accélérer la mise en œuvre des normes d'efficacité énergétique dans les transports ouest-africains, en privilégiant les opportunités de création de valeur dans la région.	250,000	Direction de l'Énergie et des Mines de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO
	II. Améliorer les infrastructures et la technologie pour promouvoir les économies de carburant	500,000		
	III. Engager un dialogue politique pour donner la priorité de financement aux infrastructures à faible émission de carbone identifiées dans le plan directeur 2020-2045 (chemins de fer).	100,000		
	IV. Engager un dialogue technique et un transfert de connaissances sur la mobilité durable dans les zones urbaines.	100,000		
	V. Encourager la coopération entre les EM en matière de développement de solutions techniques et organisationnelles.	80,000		
	VI. Introduire des politiques fiscales basées sur les émissions de CO2 des véhicules ou l'économie de carburant.	100,000		
	VII. Introduire des mesures non fiscales visant à soutenir la mise en place de véhicules à zéro émission (ZEV).	100,000		
	VIII. Développer l'éco-conduite et d'autres infrastructures de mobilité durable, y compris l'amélioration des transports publics durables et des transports non motorisés.	250,000		



RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
PROCÉDÉS INDUSTRIELS ET USAGE DE PRODUITS				
R1.P. Une approche globale pour assurer une évolution bas carbone du domaine PIUP est adoptée et appuyée	I. Engager un dialogue politique et technique avec l'ensemble des principales parties, y compris les fabricants, fournisseurs, institutions financières et gouvernements pour promouvoir le déploiement des technologies bas carbone	100,000	Direction de l'Industrie de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO
	II. Appuyer la promotion de la formation professionnelle et la sensibilisation auprès des industriels	1,000,000		
	III. Des directives et normes de production propre et bas carbone sont développées	100,000		
R2.P. La mise au point et l'application à grande échelle de nouvelles technologies pour assurer une croissance industrielle durable sont soutenues	I. Appuyer des initiatives et programmes visant à améliorer l'efficacité d'utilisation des ressources (eau, énergie, matériaux, etc.) et la réduction des émissions de GES non énergétique.	250,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
	II. Les bonnes pratiques et innovations technologiques sont testées, documentées et diffusés	100,000		Faitières régionales des organisations de la société civile et les plateformes régionales du secteur privé
	III. La création d'un centre régional de production propre en tant que plateforme d'échange et de renforcement des capacités est appuyée pour favoriser l'acquisition et le transfert d'innovations technologiques liées au climat	3,000,000		
DÉCHETS				
R1.D. Les politiques, stratégies et programmes régionaux en matière de gestion des déchets sont revus ou conçus de manière à favoriser les réductions d'émissions de GES issues de ce secteur	I. Revoir les politiques, stratégies et programmes régionaux existants en matière de déchets (en particulier le Plan d'Action Environnemental 2020-26) de manière à y inclure la dimension climat de façon explicite et s'assurer qu'ils contribuent aux objectifs de réduction des émissions de GES fixés par les CDN des EM.	70,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'énergie de la Commission de la CEDEAO
	II. Prioriser, au nom de la Commission, des projets et programmes de gestion des déchets qui contribuent à la réduction des émissions de GES par des techniques appropriées	50,000		Direction de l'industrie de la Commission de la CEDEAO
R2.D. La coopération et le dialogue technique et politique entre les EM en matière de gestion des déchets sont encouragés et appuyés pour accélérer l'atteinte des engagements nationaux de réduction de GES.	I. Renforcer et diffuser les connaissances communes sur les pratiques de gestion des déchets qui réduisent les émissions de GES.	65,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
	II. Encourager la mise en œuvre de programmes de formations sur les pratiques et innovations documentées.	300,000		Faitières régionales des organisations de la société civile et les plateformes régionales du secteur privé Institutions régionales et locales en charge de la gestion des déchets (communes, régions)

RÉSULTATS ATTENDUS	ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
	III. Renforcer le dialogue politique sur l'impact du secteur des déchets sur les émissions de GES dans la région en vue d'une mise en cohérence entre les politiques régionales et les CDN et pour inciter à une ambition accrue des EM lors des prochains cycles de révision des CDN.	500,000	Direction de l'Environnement et des Ressources Naturelles (DERN) de la Commission de la CEDEAO	Direction de l'énergie de la Commission de la CEDEAO Direction de l'industrie de la Commission de la CEDEAO Direction du secteur privé de la Commission de la CEDEAO
R3.D. Une dynamique de promotion de normes, lignes directrices et standards régionaux visant à cadrer les efforts de réduction des émissions de méthane et de CO2 du secteur des déchets est soutenue.	I. Développer des lignes directrices et des propositions de normes et standards régionaux en matière de gestion des déchets visant la réduction des émissions de GES	300,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
	II. Appuyer le développement de normes d'estimation des émissions de GES du secteur des déchets			
	III. Organiser des actions de sensibilisation et formation sur les lignes directrices et normes régionales édictées en matière de gestion des déchets auprès des acteurs publics et privés dans les 15 EM.		Institutions régionales et locales en charge de la gestion des déchets (communes, régions)	

Total 32,135,000 US



Volet moyens transversaux de mise en œuvre

ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
COMMERCE			
Intégrer les considérations liées aux changements climatiques dans la politique commerciale de la CEDEAO et dans les discussions avec les organisations internationales compétentes dans les secteurs concernés par la régulation des échanges commerciaux	130,000	Direction en charge du commerce au sein du Département du Commerce, des Douanes et de la Libre Circulation de la Commission de la CEDEAO	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO
Engager des négociations d'accords régionaux ou bilatéraux permettant de favoriser l'accès à des transferts technologiques, qui soutiennent un développement faiblement carboné et/ou résilient	550,000	Direction en charge du Commerce, des Douanes et de la Libre Circulation de la Commission de la CEDEAO	Parties prenantes des accords commerciaux concernés Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
Evaluer l'impact sur l'environnement et sur le climat des mesures commerciales envisagées	100,000	Direction en charge du Commerce, des Douanes et de la Libre Circulation de la Commission de la CEDEAO	Organisations internationales concernées
DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ			
Intégrer les enjeux des changements climatiques, en termes d'opportunités et de risques, dans le processus de révision en cours de la Stratégie du secteur privé de 2014 de la CEDEAO	30,000	Direction en charge du secteur privé de la Commission de la CEDEAO	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales du secteur privé
Intégrer les enjeux des changements climatiques dans l'agenda des discussions menées dans le cadre des réseaux d'échanges régionaux et internationaux impliquant les forces vives du secteur privé de l'Afrique de l'Ouest	30,000		
Promouvoir un développement bas carbone et résilient aux changements climatiques auprès des acteurs du secteur privé (notamment auprès des MPME)	750,000		
Mettre en place un dispositif de sensibilisation et de capitalisation des bonnes pratiques de développement bas carbone et résilient aux changements climatiques dédié au secteur privé pour assurer leur mise à l'échelle au niveau de la région de l'Afrique de l'Ouest	100,000		
Encourager des programmes d'innovation et de R&D portés par le secteur privé en vue de mettre en place de nouvelles techniques et technologies visant à mieux capitaliser sur les opportunités des changements climatiques (ex : développement bas carbone) ou pour faire face aux risques climatiques (ex : en améliorant la résilience)	3,000,000		

ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
Sensibiliser et engager les acteurs du secteur financier de la région pour établir une feuille de route visant la promotion et le développement des financements climatiques dans la région de l'Afrique de l'Ouest au profit des acteurs du secteur privé (notamment les MPME).	100,000	Direction en charge du secteur privé de la Commission de la CEDEAO	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) Plateformes régionales du secteur privé
Engager des discussions avec les banques centrales et les acteurs du marché financier des EM pour introduire progressivement les notions des risques et opportunités climatiques dans le dispositif de gestion des risques afin de construire un système financier plus résilient grâce à la divulgation d'information liée au climat. En effet, faire face à l'impact financier des changements climatiques requière une augmentation de la transparence sur les risques et les opportunités liés au climat afin de promouvoir des prises de décisions financières plus éclairées.	1,800,000		
SCIENCE, TECHNOLOGIES, INNOVATION ET ÉDUCATION			
Faire un état des lieux des cadres et des approches novatrices existants dans les EM en matière d'intégration de l'éducation aux changements climatiques, la préparation et les réponses aux catastrophes liées au climat dans les systèmes éducatifs des EM.	365,000	Direction en charge de l'éducation, des sciences et de la culture de la Commission de la CEDEAO	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents) CILSS-CRA WASCAL ENDA Energie Plateformes régionales OSC et secteur privé
Soutenir la production et la diffusion de guides de meilleures pratiques en vue d'adapter les systèmes éducatifs et de formations professionnelles	100,000		
Soutenir l'organisation de séminaires régionaux des ministères de l'éducation et de l'enseignement technique et professionnel afin de sensibiliser et échanger sur l'intégration des questions climatiques dans les systèmes éducatifs	250,000		
Soutenir l'élaboration de programmes de formation sur l'éducation aux changements climatiques, la préparation et les réponses aux catastrophes liées au climat dans les systèmes éducatifs des EM.	100,000		
Soutenir les institutions régionales spécialisées et les centres d'excellence dans le domaine de l'innovation et le transfert des technologies climatiques y compris les solutions endogènes	1,000,000		
Soutenir l'organisation de forums régionaux sur les connaissances scientifiques sur les changements climatiques, la prévention et la GRC.	250,000		
Soutenir les programmes de renforcement des compétences des jeunes en matière climatique et la promotion des compétences climatiques comme nouvelle opportunité pour l'insertion professionnelle aux métiers à faible émission de carbone et résilients face aux changements climatiques	300,000		
Soutenir l'élaboration des programmes de recherche sur les changements climatiques, la prévention et la GRC.	300,000		



ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
Soutenir le développement d'une culture environnementale orienté sur les changements climatiques	100,000		
Promouvoir la sensibilisation du grand public avec des outils dédiés ventilés selon le genre	100,000		
PROMOTION DU GENRE			
Informier, éduquer et sensibiliser à la vulnérabilité aux changements climatiques et aux stratégies d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, de la santé, de l'énergie, etc.	100,000	Centre du Développement du Genre de la CEDEAO	Directions sectorielles et agences spécialisées de la Commission de la CEDEAO
Renforcer les capacités de leadership et d'intégration de la dimension de genre dans les organes de décision traitant des questions environnementales et en particulier des changements climatiques	100,000		Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
Intégrer la dimension de genre dans les politiques, stratégies et plans relatifs aux changements climatiques	100,000		Plateformes régionales OSC et secteur privé
Entreprendre des actions de S&E en termes de collecte et d'analyse de données sur le genre et de rapport aux autres parties prenantes	100,000		
POLITIQUE RSE DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO			
Elaborer et mettre en œuvre la politique RSE de la Commission	676,000	Commission de la CEDEAO	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO
Mettre en place un processus de gouvernance pour la définition de la politique RSE : comité de pilotage	72,000		Tous les départements de la Commission
Mettre en œuvre des actions « quick win » pendant la formulation de la RSE de la Commission	100,000		Présidence et Vice-Présidence
Développer des outils d'évaluation de l'empreinte carbone de la Commission	45,000		
Concevoir et organiser des sessions de sensibilisation et de formation en interne à la Commission	480,000		

ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
L'UNITÉ CLIMAT : SOUTIEN A L'INTÉGRATION CLIMAT DANS LES MANDATS SECTORIELS DE LA COMMISSION			
Créer et opérationnaliser l'unité opérationnelle climat au sein de la Direction en charge de l'Environnement	2,692,000	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO	Département en charge de l'Administration
Développer des outils d'intégration du climat à destination des directions sectorielles et transversales de la Commission de la CEDEAO	75,000		Tous les départements de la Commission
Elaborer et dispenser des programmes de formations à destination des directions sectorielles et transversales de la Commission de la CEDEAO	745,000		Présidence et Vice-Présidence
DIALOGUE POLITIQUE TRANSVERSAL AVEC LES ÉTATS MEMBRES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS			
Opérationnaliser le GRANIC	800,000	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO	Etats Membres (points focaux climat et sectoriels pertinents)
Organiser les ateliers régionaux préparatoires aux COP de la CCNUCC	920,000		BIDC/BOAD
Créer et co-animer des plateformes et coalitions de capitalisation sur la mise en œuvre transversale de l'Accord de Paris (en lien avec les marchés carbone, pertes et préjudices, etc.), incluant les acteurs non étatiques	1,206,000		Alliance ouest-africaine pour les marchés carbone et la finance climat
Développer des produits régionaux de partages de connaissances, de capitalisation, et des méthodes et outils harmonisés sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en prenant en compte les acteurs non étatiques	400,000		CRC Lomé
Opérationnaliser le S&E annuel des flux financiers climat de sources multilatérales et bilatérales	1,120,000		UEMOA
Encourager la BIDC à harmoniser son cadre d'intervention avec la SRC de la CEDEAO	100,000		Autres parties prenantes régionales
Mettre en œuvre des actions de renforcement de capacités des acteurs nationaux, y compris non étatiques, pour faire le suivi des flux, en lien avec les exigences du cadre de transparence de l'Accord de Paris	2,000,000		Commission Climat pour la Région du Sahel



ACTIONS	BUDGET ESTIMATIF USD	RESPONSABLE	PARTIES PRENANTES
Développer une facilité à la préparation de projets et à l'accès à la finance climat : mobilisation d'expertise pour répondre à des requêtes issues des EM pour formulation de projets et accréditation	8,000,000	Direction en charge de l'Environnement de la Commission de la CEDEAO	
Mettre en œuvre des actions de renforcement de capacités des acteurs nationaux y compris non étatiques, sur l'accès aux fonds climat	2,000,000		

Total 31,286,000 USD





COMMISSION DE LA CEDEAO

101 Yakubu Gowon Crescent
Asokoro District P.M.B. 401
ABUJA, NIGERIA

www.ecowas.int

